

## COMMUNIQUÉ DE PRESSE

### Budget européen de la recherche : Udice dénonce les coupes budgétaires proposées

Paris, le 11 octobre 2022. Udice, en écho au Parlement européen, dénonce fermement la proposition du Conseil des affaires économiques et financières (ECOFIN) de réduire le budget annuel de recherche et d'innovation (programme cadre Horizon Europe). Udice en appelle au soutien du gouvernement français dans une lettre ouverte adressée au Ministre de l'Économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique et à la Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche.

Pour Michel deneken, président de Udice, « Notre capacité de répondre aux grands défis et aux crises présentes et à venir ne peut être qu'européenne. Alors que d'autres pays, dans d'autres régions du monde, investissent massivement pour répondre à l'urgence climatique, à la crise énergétique ou pour assurer leur indépendance dans les secteurs technologiques stratégiques, il est regrettable de voir l'Europe soumise à la tentation de l'austérité budgétaire. Le budget du programme-cadre Horizon Europe doit non seulement être sanctuarisé pour être protégé des coupures ou redistributions mais il devrait être augmenté pour que les moyens consacrés à la recherche et à l'innovation soient à la hauteur de nos ambitions affichées ».

Udice regrette la proposition d'ECOFIN de réduire le budget 2023 d'Horizon Europe de 663,2M€.

Cela correspondrait par exemple à une baisse de 122 M€ pour l'European Research Council (ERC) en soutien des projets de recherche d'excellence ; de 33 M€ pour les actions Marie Skłodowska Curie (MSCA) qui soutiennent la mobilité et la formation des chercheurs, ou encore de 27 M€ pour les infrastructures de recherche, essentielles pour conduire la recherche et l'innovation en Europe. Les états membres envisagent également de ne pas reporter des sommes non consommées en 2022 par Horizon Europe (222,7 M€).

Udice alerte sur les conséquences durables d'une telle décision qui affaiblirait l'attractivité et la compétitivité de l'Union, en compromettant les capacités de recherche et d'innovation européennes.

Dans un monde instable, il est fondamental de protéger le programme-cadre Horizon Europe et d'investir dans la connaissance. Ce programme est un des principaux leviers du rayonnement de l'Europe au-delà de ses frontières. Il s'agit de maintenir et renforcer ce qui fait la force de l'Europe : sa capacité d'anticipation par l'investissement dans la recherche et l'innovation. Ce sont précisément ces investissements d'avenir qui ont permis à l'Europe, par exemple, d'être à la pointe des réponses apportées à la crise sanitaire. Ce sont eux qui nous permettront de répondre aux grands enjeux et aux crises présentes et futures.

#### Contact :

Anne-Isabelle Bischoff, Déléguée générale  
[contact@udice.org](mailto:contact@udice.org)

 @UdiceGroup  
<https://www.udice.org>

**Présidence**

Lettre ouverte à  
Monsieur le Ministre de l'Économie, des Finances et de  
la Souveraineté industrielle et numérique  
Madame la Ministre de l'Enseignement supérieur et de la  
Recherche

**Objet :** budget du  
programme-cadre de  
recherche et innovation  
Horizon Europe

Paris, le 7 octobre 2022

Madame et Monsieur les Ministres,

**Affaire suivie par :**  
Anne-Isabelle Bischoff  
Déléguée Générale  
[contact@udice.org](mailto:contact@udice.org)

En tant qu'association représentant les dix principales universités de recherche intensive françaises, Udice souhaite vous faire part de sa grande préoccupation suite à la proposition du Conseil des affaires économiques et financières (ECOFIN) de l'Union européenne visant à réduire de façon significative – à hauteur de 663 millions d'euros – le budget alloué au programme-cadre de recherche et d'innovation Horizon Europe.

En écho aux efforts du Parlement européen et de plusieurs organisations représentatives des acteurs de la recherche et de l'innovation en Europe, Udice considère comme très regrettable de compromettre nos capacités de recherche et d'innovation. Une telle décision aurait des conséquences durables en affaiblissant l'attractivité et la compétitivité de l'Union.

La présence d'un reliquat sur le budget Horizon Europe de 2021 ne saurait justifier ces coupures. L'expérience montre en effet qu'une période d'appropriation des nouveaux programmes par les chercheurs et leurs institutions, en raison de leur complexité, amène une montée en puissance progressive de la consommation des crédits, comme cela s'est déjà produit pour les précédents programmes-cadres européens. Si certains crédits n'ont pas été totalement consommés, cela tient aussi au lancement tardif des premiers appels à propositions d'Horizon Europe et aux changements introduits dans les règles de participation. Dans ce contexte, il appartient aussi à la Commission européenne d'améliorer la lisibilité et l'attractivité d'Horizon Europe.

Dans un monde instable, il est au contraire fondamental de protéger le programme-cadre Horizon Europe et d'investir dans la connaissance. Ce

programme est un des principaux leviers du rayonnement de l'Europe au-delà de ses frontières.

L'Union européenne et la France, dans son expression au Conseil, ne peuvent compromettre ce qui fait la force de l'Europe : sa capacité d'anticipation par l'investissement dans la recherche et l'innovation. Ce sont précisément ces investissements d'avenir qui ont permis à l'Europe, par exemple, d'être à la pointe des réponses apportées à la crise sanitaire. Ce sont eux qui nous permettront de répondre aux grands enjeux et aux crises présentes et futures.

La Présidence française du Conseil de l'Union européenne qui s'est achevée il y a quelques semaines a été l'occasion d'exprimer l'ambition de la France d'affirmer la souveraineté technologique de l'Europe en appelant à un « réveil technologique européen ». Alors que d'autres pays accroissent massivement leurs investissements dans la recherche et l'innovation, ce réveil ne pourra avoir lieu que si les acteurs européens bénéficient de financements stables et sécurisés au travers d'une programmation pluriannuelle qui ne saurait être régulièrement remise en question.

Nous espérons donc pouvoir compter sur l'appui du gouvernement français pour s'opposer à ces projets de coupures budgétaires et soutenir au contraire une augmentation des budgets européens consacrés à la recherche et à l'innovation, ainsi que de leur utilisation par les acteurs.

Je vous prie de croire, Madame et Monsieur les Ministres, à l'assurance de ma haute considération.



Pr. Michel DENEKEN  
Président de l'Université de Strasbourg  
Président de Udice